

1991 EN TCHÉTCHÉNIE

REGARDS SUR UN BASCULEMENT, VINGT ANS APRÈS

AUDE MERLIN

Chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles,
membre du CEVIPOL (amerlin@ulb.ac.be)

RÉSUMÉ : La mémoire de l'année 1991 en Tchétchénie a généralement été éclipsée par le souvenir et l'ampleur des violences subies à partir de 1994. Pourtant, 1991 représente un laboratoire stimulant pour analyser des convulsions de la fin de l'URSS et du souvenir qui en est resté. Aucune interprétation simple ne peut en être donnée, dans la mesure où la Tchétchénie connaît à cette période des soubresauts liés à l'accélération des mobilisations anti-soviétiques, qui trouvent leur paroxysme au moment du putsch à Moscou, et des tensions liées au désir de libération nationale qu'expriment les indépendantistes tchétchènes. La volte-face de Moscou, après un soutien par l'équipe eltsinienne de la « révolution tchétchène », reflète les difficultés de la Russie à gérer la question post-impériale dans ce moment crucial. Des témoignages recueillis en 2011 montrent la complexité mémorielle relative à cette période et permettent de donner un éclairage nouveau à ces événements.

Mots-clés : Russie, Tchétchénie, 1991, mobilisations, putsch, « révolution tchétchène »

« C'était un immense élan émotionnel, le temps des grands espoirs en un avenir meilleur, le temps de la joie : la possibilité était enfin donnée aux Tchétchènes de réaliser leur rêve, à savoir construire leur État ».

Zamboulat Idiev, écrivain tchétchène résidant en Belgique, correspondance électronique, 11 avril 2011.

« L'année 1991 ? Celle des occasions manquées »

Abdoulla Doudouev, journaliste tchétchène résidant à Moscou, entretien, Bruxelles, 25 avril 2011.

À l'approche du 6 septembre 2011, Akhmed Zavaev, ancien ministre de la culture du gouvernement Maskhadov et chef du gouvernement de l'Itchkérie en émigration, diffuse sur Internet un message en hommage aux « vingt ans de la restauration de l'État tchétchène »¹, évoquant le 6 septembre 1991, date de l'assaut lancé par les indépendantistes tchétchènes contre le Soviet suprême de Tchétchéno-Ingouchie qui marqua le changement de pouvoir à Grozny et qui fut qualifié par de nombreux observateurs de « révolution tchétchène ». Le cas de la Tchétchénie, ou plutôt de « ce qui allait devenir la Tchétchénie »² reste connu comme un cas d'exception, du fait de la singularité des relations russo-tchétchènes et des deux guerres qui se dérouleront sur son territoire à partir de 1994³.

Les aspirations anticoloniales vigoureuses qui s'y expriment à la fin des années 1980 et au début des années 1990 se combinent avec des aspirations d'émancipation politique vis-à-vis du système autoritaire à parti unique. Ce double défi qui vise, dans un même mouvement, libération nationale et construction démocratique, se pose non seulement dans la plupart des républiques soviétiques mais aussi à l'intérieur de la RSFSR.

1. Adresse du président du Cabinet des ministres de la République de Tchétchénie – Itchkérie A. Zakaev au sujet du vingtième anniversaire de la restauration de l'État tchétchène (*Obraščenie predstavitelja Kabineta Ministrov ČRI A Zakaeva po povodu 20oj godovščiny vosstanovlenija čečenskoj gosudarstvennosti*), Tchetchenpress, 5 septembre 2011, <http://chechenpress.org/events/2011/09/05/3f.shtml>

2. En 1991, la Tchétchéno-Ingouchie, la ČIASSR, existe encore en tant que république dite autonome, au sein de la RSFSR ; ce qui deviendra la Tchétchénie est donc une partie de cette République bi-titulaire. Cependant, nous utiliserons pour des raisons de commodité lexicale le terme de Tchétchénie à plusieurs reprises dans l'article. Celui-ci fera référence aux districts de la partie Est de la Tchétchéno-Ingouchie et désignera aussi les élites tchétchènes ainsi que la population tchétchène. Mais il est clair que la période d' « entre-deux » dans laquelle se trouve la Tchétchénie en 1991, travaillée à la fois par l'aspiration indépendantiste et par l'héritage de la république bi-titulaire soviétique, rend difficile une dénomination idoine. Selon le recensement de 1989, cette république comptait 734 501 Tchétchènes, 163 762 Ingouches et 293 771 Russes. Grozny était une ville à majorité slave.

3. La première guerre dure de décembre 1994 à août 1996. La deuxième est lancée en 1999. Pour une réflexion sur la « fin » de la deuxième guerre, voir la note 5.

Dans le contexte de la « parade des souverainetés » (*parad suverenitetov*), Boris Eltsine d'une part et, d'autre part, Djokhar Doudaev qui prend la tête du mouvement indépendantiste tchéchène convoitent tous deux le pouvoir dans leurs entités nationales respectives, qu'ils imaginent à terme en dehors du système soviétique. L'un et l'autre poursuivent des objectifs qui peuvent, au moins ponctuellement, en faire des alliés de circonstance. Mais, après l'élection de Doudaev à la présidence tchéchène en octobre 1991 et la déclaration d'indépendance le 1er novembre, les relations russo-tchéchènes basculent dans la confrontation politique ouverte.

Cette contribution se propose de revisiter cette période à la lumière de témoignages d'acteurs de l'époque collectés aujourd'hui. Certes, il reste crucial, dans une approche compréhensive du jeu des acteurs, de ne pas extrapoler a posteriori : qui eût pu affirmer avec certitude, en 1991, l'imminence d'une guerre à venir trois ans plus tard en Tchétchénie, quand les regards étaient en partie happés par des conflits ouverts déjà à l'œuvre, en Ossétie du Sud, en Transnistrie, ou au Karabakh ? Un des enjeux est donc de s'en tenir à ce que l'on pourrait définir comme l'« horizon du pensable » des acteurs au moment où ils prennent des décisions. Pour autant, comme l'illustrent les entretiens rassemblés ici, les événements ultérieurs peuvent apporter des éclairages utiles à l'analyse, en réinscrivant l'année 1991 dans une trajectoire plus longue, dans la mesure où l'objet observé devient peu à peu objet d'histoire. Une question inhérente à cette étude est celle de la perception, par différentes personnes interrogées vingt ans après⁴, de 1991 comme année de rupture ou non. Les deux guerres postsoviétiques (1994-1996, 1999-....⁵) de très grande ampleur qui se sont succédé sur le territoire tchéchène relèguent en effet souvent l'année 1991 au second plan dans les mémoires. La spécificité du cas tchéchène induit une spécificité méthodologique. Cette société a été mutilée, entre décimation démographique (Cherkasov, 2004) et exil forcé (Littell, 2009 ; Merlin, 2010), ce qui a singulièrement compliqué la recherche. Les difficultés d'accès à la Tchétchénie pendant les années de guerre ouverte, puis l'absence d'une parole libre à partir de la deuxième moitié des années 2000, au fur et à mesure que se consolide le climat de terreur sous Ramzan Kadyrov, s'ajoutent au fait que plusieurs figures politiques et informateurs possibles ont été tuées. Notre travail d'enquête s'est donc centré sur la diffusion d'un questionnaire et la conduite d'entretiens auprès de

4. La liste des personnes interrogées figure au bas de l'article.

5. La question de la fin de la deuxième guerre continue à poser des problèmes méthodologiques, dans la mesure où il n'y a pas eu de négociations ni de cessez-le-feu officiel entre les parties en conflit. Néanmoins, la situation a profondément évolué, s'apparentant davantage à une situation de dictature sur fond d'une très substantielle reconstruction matérielle, mais avec un conflit de basse intensité persistant, et un maquis clandestin toujours actif (MERLIN, 2010, pp. 125-143).

Tché Tchènes qui vivent pour la plupart en exil en Europe⁶. Une partie d'entre eux sont issus du monde politique au sens large. D'autres ont eu une proximité avec la mouvance indépendantiste. D'autres encore sont journalistes, membres d'ONG ou encore « simples citoyens ». Des sources écrites et mémoires publiés s'ajoutent à ce matériau.

1. LA DIVERSIFICATION DU JEU POLITIQUE EN TCHÉTCHÉNIE

Marquée à l'échelle de l'Union par le putsch et la fin de l'URSS, 1991 est une année d'une grande densité en Tchétchénie : le renversement du pouvoir communiste local par la « révolution tché Tchène » porte au pouvoir un homme dont le slogan est l'indépendance de la Tchétchénie ; Moscou envoie des troupes pour répliquer à cette prise de pouvoir ; la Tchétchéno-Ingouchie est séparée en deux entités. « *Notre vie s'était transformée en un bouillant chaudron social !* » écrit Alla Doudaeva, veuve de D. Doudaev (2002, p. 65).

1.1. L'EFFERVESCENCE DES MOBILISATIONS POLITIQUES

Comme dans de nombreuses autres régions d'Union soviétique, la perestroïka donne lieu sur le territoire tché Tchène à une effervescence de mobilisations à caractère identitaire, écologique, linguistique, historique, et donc politique à de nombreux égards, au cours desquelles se redéfinit un imaginaire national (Suny, 1993 ; Beissinger, 2002 ; Serrano, 2007 ; Goujon, 2010). Certaines d'entre elles reflètent l'aspiration à faire la lumière sur les conditions de l'annexion du territoire à l'Empire tsariste. Elles invalident l'historiographie officielle et mettent au grand jour la réalité de la résistance armée à la colonisation au XIX^e siècle (Vatchagaev, 2008). La mémoire de la déportation de 1944 (Campana *et al.*, 2009) est également ravivée et fortement investie⁷. Tout ceci concourt à l'émergence d'acteurs politiques tché Tchènes qui s'opposent au pouvoir et développent une rhétorique anti-coloniale vigoureuse. Ces mobilisations connaissent une vigueur importante dans le cas tché Tchène, à la mesure de ce qui fut maintenu sous le boisseau à l'époque soviétique. Oussam Baïssaev l'évoque ainsi :

6. Les répondants sont presque tous tché Tchènes, ou tché Tchéno-Ingouches, ayant pour la plupart vécu en Tchétchéno-Ingouchie en 1991. Le questionnaire a également été envoyé à quelques Ingouches et Russes qui vivaient à Grozny dans la période étudiée mais nous n'avons malheureusement pas pu obtenir leur réponse. De ce fait, les perceptions analysées sont essentiellement des perceptions d'individus de nationalité tché Tchène.

7. Le peuple tché Tchène a été déporté dans son intégralité en 1944 sous l'accusation fallacieuse de collaboration massive avec les nazis, à l'instar des Ingouches, des Karatchaïs et des Balkars. Cet exil en Asie centrale a profondément marqué plusieurs générations. Pour l'état des recherches historiques et des débats sur cette question, voir Campana *et al.*, 2009.

« L'année 1991 a été une rupture pour de nombreux Tchétchènes. C'est précisément à ce moment-là qu'une incroyable énergie s'est libérée, une énergie qui s'était accumulée pendant des années, du fait des humiliations liées à la déportation [de 1944] notamment, et à la politique de russification. Même si on vivait sur notre terre, on n'avait pas l'impression que c'était tout à fait notre patrie. Et, subitement, tout cela est sorti au grand jour, et pas toujours sous les formes les plus souhaitables. Mais c'était une période très intéressante : la vie de la population tchétchène dans son ensemble, comme de chaque individu pris séparément, était tout à coup transformée »⁸.

1.1.1. L'émergence de nouveaux acteurs politiques

En 1991, la société tchétchène n'est ni homogène ni univoque. De nombreux travaux ont mis l'accent sur les lignes de division en son sein (Chesnov, 1999 ; Vachagaev, 2003 ; Sokirianskaia, 2009) et sur la façon dont ces divisions se combinent avec les logiques d'allégeance. L'origine territoriale, le rapport à la montagne, l'appartenance au teïp (clan), à une confrérie soufie, le comportement des ancêtres à l'égard du colonisateur tsariste puis du pouvoir soviétique sont autant de lignes de partage qui se combinent au gré des périodes et des enjeux. Que ce soit durant la période tsariste ou la période soviétique, les cooptations de familles par le pouvoir et les basculements d'allégeances au gré des événements furent fréquents. Néanmoins, durant la perestroïka, des clivages politiques se précisent, avec le positionnement plus tranché d'une partie des élites intellectuelles tchétchènes vis-à-vis du pouvoir en place. Alors que des groupes s'étaient formés localement en soutien à la politique de Gorbatchev comme l'Union de soutien à la perestroïka (*Sojuz po podderžke perestroïke*)⁹ créée à l'été 1988 à Grozny et rassemblant des « informels » (Sigman, 2009), on voit certains mouvements se transformer en forces politiques d'opposition entre 1990 et 1991: Zelimkhan Iandarbiev, à la tête du mouvement Bart (« concorde » en tchétchène), fonde en mai 1990 le Parti démocratique *vainakh*¹⁰ (Jandarbiev, 1995). D'autres figures fondent également leur groupe ou parti politique, comme c'est le cas de Goïtemirov, qui dirige un mouvement écologiste (Gakaev, 1999, pp. 151-152). Ces partis émergents se fondent bientôt dans une mouvance nationale tchétchène porteuse d'un projet alternatif, prenant de plus en plus de distance avec le pouvoir communiste local. Cette mouvance est connue sous le nom de Mouvement

8. Usam Baisaev, correspondance électronique, avril 2011.

9. Cette union créée en 1988 à Grozny changera de nom pour s'appeler, dans le sillage du modèle balte, le Front populaire de la République autonome soviétique et socialiste de Tchétchéno-Ingouchie (*Narodnyj front čečeno-ingušskoj ASSR*).

10. Le terme *vainakh* est l'appellation « ethnique » qui désigne communément les Tchétchènes et les Ingouches, peuples de langues et de fonctionnements sociaux très proches, *vaj nakh* signifiant, en ingouche et en tchétchène, « notre peuple ».

national du peuple tchéchtène (*Obščénacional'noe dviženie čečenskogo naroda* – ODČN), qui deviendra le Congrès national du peuple tchéchtène (*Obščénacional'nyj kongres čečenskogo naroda* – OKČN) lequel prônera une vision clairement indépendantiste de la Tchétchénie. Dès sa création, l'objectif proclamé de l'ODČN est la souveraineté de la Tchétchénie, projet qui n'est pas pour autant étranger à certains députés du Soviet suprême de Tchétchéno-Ingouchie. À la fin de l'année 1990, les lignes politiques sont encore très floues. Premier Tchétchtène à avoir été installé au poste de premier secrétaire du Parti communiste de Tchétchéno-Ingouchie depuis le retour de déportation¹¹, Dokou Zavgaev occupe cette fonction depuis 1989 et devient de surcroît, en 1990, président du Soviet suprême de cette République. Il soutient également les premiers pas de ce congrès réuni les 23-25 novembre 1990 à Grozny qui adopte une première résolution sur la souveraineté du peuple tchéchtène¹². Ainsi voit-on des coopérations mêlées de concurrence s'instaurer entre le pouvoir officiel et l'opposition en voie de formation autour de l'enjeu de la souveraineté. Dès le 26 novembre, le Soviet suprême adopte à son tour une résolution sur la souveraineté de la République de Tchétchéno-Ingouchie, comme pour tenter d'enrayer le processus lancé par le congrès de l'OKČN, tout en tentant de maintenir la République bi-titulaire.

1.1.2. La fluidité des positionnements politiques

En 1991, un dilemme se pose pour les élites tchéchtènes russifiées, soviétisées, et qui doivent toute leur carrière au pouvoir soviétique : elles ne savent pas comment se positionner, l'allégeance au pouvoir central n'ayant pas nécessairement annulé le sentiment d'appartenance nationale. En ce sens, on ne peut pas parler d'une frontière absolument étanche en 1990 et dans les premiers mois de 1991 entre, d'une part, les indépendantistes tchéchtènes et, d'autre part, une élite tchéchtène loyale à Moscou. Le comportement de Dokou Zavgaev est à cet égard intéressant : bien que sa fonction de secrétaire du Parti communiste de Tchétchéno-Ingouchie le contraigne à soutenir le pouvoir central à Moscou, il n'en est pas moins tchéchtène et soucieux d'incarner une politique plus attentive aux doléances exprimées par les Tchétchtènes en tant que groupe national.

11. La nomination de Zavgaev avait été un premier signe d'ouverture de la politique gorbatchévienne. En effet, depuis le retour de déportation après la mort de Staline, aucun Tchétchtène n'avait pu accéder à ce poste : malgré l'autorisation au retour physique sur leur terre, l'accession à des postes de responsabilité de nationaux issus des peuples victimes des répressions est très limitée. Dans le cas des Tchétchtènes, le poste de premier secrétaire de Tchétchéno-Ingouchie est attribué à des Russes ou des Ingouches entre 1957 et 1989, alors que les Tchétchtènes sont majoritaires dans cette république. De ce fait, l'accession d'un Tchétchtène au poste de premier secrétaire est vécue en 1989 comme un événement de grande ampleur.

12. Pour plus de développements, voir GAKAEV, 1999, p. 157.

Certains actes symboliques adoptés par le Soviet suprême en témoignent : en mai, une nouvelle fête est introduite, c'est le « Jour de la justice » fixé le 26 avril pour saluer l'adoption à cette date par le Soviet suprême de RSFSR de la « Loi sur la réhabilitation des peuples victimes de la répression », prévoyant les modalités de la réhabilitation des peuples réprimés sous Staline dont font partie les Tchétchènes et les Ingouches. Le 15 mai 1991, les trois adjectifs « soviétique, socialiste et autonome », qui formaient l'appellation officielle de la république de Tchétchéno-Ingouchie dans la configuration soviétique sont officiellement supprimés au profit de l'appellation « République de Tchétchéno-Ingouchie ».

Du côté des nationalistes, les souvenirs de l'époque témoignent aussi de la fluidité, au début de l'année 1991, des positionnements politiques des nationalistes dont une partie était modérée.

« Les manifestations menées par les nationalistes, y compris par des nationalistes comme Iandarbiev, à la tête du Parti démocratique väinakh, exigeaient le départ de Zavgæev, qui incarnait Moscou. Mais il y avait aussi des nationalistes qui n'envisageaient absolument pas d'aller au conflit, comme Letchi Oumkhaev, Lioma Ousmanov et d'autres membres de l'intelligentsia »¹³.

Soultan Iachourkaev, quant à lui, souligne une certaine gradation entre l'idéal-type de l'indépendantiste radical et celui du cadre politique ou administratif tchétchène loyal à Moscou :

« ... Oui, les Tchétchènes se sont divisés en deux camps : d'un côté, ceux qui voulaient rompre avec Moscou, de l'autre, leurs adversaires. Les partisans de Moscou étaient cependant opposés aux excès de ses émissaires locaux, et les autres n'entendaient pas édifier une muraille de Chine entre les deux pays. ». (Jašurkaev 2006, p. 169)

On retrouve là des contradictions typiques de celles qui peuvent déchirer les élites d'un peuple ayant été colonisé (Vačagaev, 2008), au moment où s'expriment des aspirations indépendantistes longtemps contenues.

Au fil de l'année 1991, dans un contexte où l'enjeu national devient central, les clivages se précisent, même s'ils sont compliqués par des contradictions au sein des élites locales. Aujourd'hui encore, les acteurs de l'époque se souviennent des conflits internes qui s'approfondissent au sein des élites tchétchènes. Face aux concessions des autorités communistes, les indépendantistes tentent de prendre de vitesse les réformes proposées par les élites locales. Ces dernières, à leur tour, essaient de surenchérir sur les propositions concurrentes des indépendantistes, en intégrant une partie de leurs revendications dans les projets officiels. La

13. Mairbek Vačagaev, correspondance électronique, avril 2011.

question des rythmes du changement, de façon générale, est cruciale. Dans ce contexte, l'invocation de la tchéchérité chère à Doudaev ne transcende pas, loin s'en faut, les clivages qui se précisent, qu'il s'agisse des transactions tentées au moment du putsch d'août ou à l'automne. Comme le rapporte Alla Doudaeva (2002, p. 65) :

« Lorsque l'opposition entre le peuple et le gouvernement se fit jour, Djokhar alla, accompagné d'une délégation de l'OKČN, voir Dokou Zavgaev et lui fit une proposition : « Dokou, tu es tchéchéne, souviens-toi avec quelle solennité ton élection comme secrétaire de l'obkom du Parti de la RSSA de Tchétchéno-Ingouchie a été fêtée, et à quel point tout le peuple, comme moi-même, nous sommes réjouis. Nous n'avons aucune animosité à ton égard (...) Tu seras le chef de l'État, je te donne ma parole, le peuple tchéchéne dans son ensemble te soutiendra... » Ce à quoi Dokou répondit : « Je dois réfléchir, je te donnerai ma réponse d'ici trois jours » ; mais il n'a jamais répondu. Le peuple donna alors son verdict : l'ère Zavgaev était terminée ».

On retrouve cette invocation de la « tchéchérité » lors d'un dialogue entre R. Khasboulatov et D. Doudaev, comme si l'appartenance ethnique pouvait résoudre au fond tous les différends politiques.

« Si ne fût-ce qu'une goutte de sang coule parmi les Tchétchènes, je le [Dokou Zavgaev] mets dans une cage de fer et je l'emène à Moscou ». Ce à quoi Djokhar répondit : « Il est Tchétchéne, comme toi et moi, plus jamais personne d'entre nous ne sera emmené à Moscou dans une cage de fer ! » (Doudaeva, 2002, p. 71).

On voit que, par-delà les divisions qui se font jour entre Tchétchènes, le sentiment d'appartenance à un destin commun est mobilisé dans les moments critiques.

1.2. RADICALISATION DE LA RHÉTORIQUE INDÉPENDANTISTE ET POLARISATION DU JEU POLITIQUE

L'imagerie fougueuse associée à la figure de Doudaev, ne saurait non plus cacher la grande complexité au sein du camp indépendantiste. La tendance à l'œuvre à la fin des années 1980 et au début des années 1990 est celle d'une marginalisation progressive des réformateurs gorbatchéviens, y compris des « modérés » de l'OKČN, conduisant à la prise du pouvoir par une frange radicale représentée par D. Doudaev. Ce général d'aviation de l'Armée soviétique, revenu pour la première fois en Tchétchénie en 1990 à l'appel de certains nationalistes tchéchènes, devient rapidement la figure centrale de l'opposition au pouvoir en place : seul Tchétchéne à être parvenu au rang de général dans l'Armée soviétique, il jouit d'une popularité particulière. Fortement marqué par ce qu'il a observé en Estonie où il rési-

dait depuis 1987 comme commandant de la 326^e division de bombardiers stratégiques de Ternopol, il a développé des positions critiques vis-à-vis de la répression soviétique en Lituanie en janvier 1991 et averti qu'il ne laisserait pas se reproduire un tel scénario sur le sol estonien. Son élection au sein du comité exécutif de l'OKČN, aux côtés de Jandarbiev, Goitemirov et Gantemirov dès novembre 1990, puis son élection comme président de ce comité exécutif en juin 1991 lui donnent un espace politique de plus en plus important : sa rhétorique anti-coloniale se développe sur un terreau largement propice, puisant dans un registre symbolique qui reste très vif dans les mémoires vingt ans après.

1.2.1. *Euphorie collective et tournants biographiques*

Au début de l'année 1991, une certaine euphorie se développe, la rhétorique de libération nationale cédant parfois à l'irrationnel. Certaines des allocutions de Doudaev – « Un peuple qui ne cherche pas à s'affranchir de ses chaînes ne mérite pas la liberté » – ou réponses à des questions posées lors de manifestations publiques sont restées célèbres.

« Djokhar, qu'allons-nous faire, si la Russie ne nous reconnaît pas, si l'Amérique ne nous reconnaît pas ?

– Mais qu'avons-nous à faire de leur reconnaissance ? Nos ancêtres ont vécu des milliers d'années dans les montagnes sans être reconnus par eux ! Des gens libres sur une terre libre ! Entourés de leurs montagnes natales, de forêts, de rivières ! Ils ont vécu sans être reconnus, et nous vivrons aussi ! Et qu'ils disent plutôt merci si nous, nous les reconnaissons !

– Djokhar, et si nous mourons de faim ?

– Sur cette terre abondante, personne n'est jamais mort de faim ! Nombreux sont ceux qui sont venus ici de Russie, de la Volga, pendant la famine ; des serfs ont afflué dans nos contrées pour se libérer du servage et il y a toujours eu assez à manger pour tout le monde ! Si nous mourons, ce sera seulement de fierté ! » (Alla Doudaeva, 2002, p. 72)

Ces déclarations montrent dans quel réservoir symbolique puisent les énonciations visant à légitimer et/ou galvaniser le projet de liberté. Les faiblesses du projet indépendantiste tchéchène ont fait l'objet de travaux (Le Huérou *et al.*, 2005, pp. 13-42 ; Comité Tchétchénie, 2005, p. 22-32), dans lesquels l'accent a été mis sur l'absence de référent étatique dans l'histoire tchéchène, à la différence d'autres projets de souveraineté (arménien, géorgien) développés à la fin de la période soviétique. Tout est donc à inventer dans ces années cruciales d'ouverture du jeu politique.

Face à la rhétorique du président Doudaev, les destins individuels et collectifs s'infléchissent :

« Après tout, on se disait que nous, Tchétchènes, n'étions pas pires que d'autres nations qui avaient leur propre État ; nous étions capables de transmettre un avenir civilisé à nos descendants, et de ne plus dépendre des vents politiques russes. [...] Désormais, nous avons notre avenir entre nos mains : on voulait en tout cas le croire ! »¹⁴

Le témoignage de Mairbek Vatchagaev, sur cette période, est plus personnel :

« C'est une période qui a introduit beaucoup de nouveau dans ma vie, dans mon entourage et qui m'a amené à reconsidérer de nombreuses choses à la lumière de la justice historique ; on croyait à la possibilité de changer tout ce qu'on avait cru impossible à changer jusque-là. »¹⁵

Ce sentiment d'un élargissement des possibles conduit certains Tchétchènes vivant hors de Tchétchénie à rentrer vivre sur leur terre. Le cas de la famille Maskhadov, qui revêt une dimension particulière évidente du fait de la carrière militaire d'Aslan Maskhadov, officier basé en Lituanie, est intéressant de ce point de vue. Pour Anzor Maskhadov, fils du deuxième président indépendantiste, l'année 1991 a été décisive :

« Bien sûr, que cette année a été un tournant pour moi. À l'âge que j'avais, je pensais que nous devions rentrer vivre dans notre patrie, chez nous, puisque jusque-là nous avons dû bouger à travers l'Union soviétique. On voulait vivre près de nos proches, de notre famille élargie. »¹⁶

Les espoirs et mobilisations s'expriment également dans la rue, les manifestations en particulier étant restées très vives dans les mémoires.

1.2.2. La manifestation, topos des mobilisations tchétchènes

Les engagements au service de la cause tchétchène s'incarnent dans la participation aux manifestations qui se multiplient en Tchétchéno-Ingouchie. De décembre 1990 à mars 1991, leur fréquence s'intensifie et l'on peut, comme le rappelle Gakaev (1999, p. 159), entendre dans une même manifestation à Grozny des slogans contre l'« opération militaire américaine dans le golfe persique », contre « l'action des troupes soviétiques dans les pays baltes » et « pour la démission du gouvernement Zavgaev et l'organisation d'élections », ces deux dernières revendications devenant de plus en plus systématiques par la suite. Les premières manifestations sont

14. Usam Baisaev, correspondance électronique, avril 2011.

15. Mairbek Vačagaev, correspondance électronique, avril 2011

16. Anzor Maskhadov, correspondance électronique, avril 2011.

organisées par le Parti démocratique vâinakh de Z. Iandarbiev, puis elles s'étoffent, des villageois affluant de différents districts de Tchétchénie.

Ces manifestations massives montrent que la rhétorique anti-coloniale n'est pas l'apanage d'une petite poignée d'entrepreneurs politiques ou identitaires. La rue n'est cependant pas investie par une seule fraction de la population et on voit des rassemblements, moins nombreux mais portant des slogans concurrents, s'organiser :

« Les manifestations indépendantistes étaient organisées par les membres du Parti démocratique vâinakh, créé et dirigé par Zelimkhan Iandarbiev. Il y avait également des manifestations alternatives, qui s'exprimaient contre la séparation. Mais ces manifestations ne recueillaient pas un grand soutien parmi la population »¹⁷.

O. T., habitant de Tchétchénie, raconte de son côté :

« En 1991, je me suis rendu à plusieurs reprises aux manifestations à Grozny, mais je n'ai pas été convaincu par ce que les intervenants y disaient. Il y avait d'ailleurs deux manifestations, l'une que l'on pouvait qualifier de « doudaéviennne » (pour la souveraineté), l'autre d'opposition (contre la souveraineté). La deuxième était moins nombreuse. C'est seulement quand Eltsine et Routskoï ont commencé à menacer la Tchétchénie, que les deux manifestations se sont unies »¹⁸.

D'autres types d'actions de rues sont aussi entreprises, qui mettent à mal les symboles de la présence russe et soviétique : « J'ai vu de mes yeux, devant moi, la statue de Lénine vaciller sur ses bases, celle du général Ermolov également¹⁹. La place Lénine est rebaptisée place Cheikh Mansour en référence au leader spirituel qui mena la résistance à la première tentative active de colonisation du territoire tchétchène à la fin du XVIII^e siècle par l'Armée tsariste ; de nouvelles fêtes sont mises en œuvre à des dates symboliques ; le drapeau vert est hissé sur les bâtiments officiels, des zikr soufis, rituels très impressionnants où l'on voit les hommes tourner en rond les uns derrière les autres en tapant du pied et en invoquant le nom d'Allah²⁰, accompagnent de plus en plus fréquemment les manifestations.

17. Usam Baisaev, correspondance électronique, 20 avril 2011.

18. O.T., correspondance électronique, juillet 2011.

19. Zambulat Idiev, correspondance électronique, avril 2011.

20. Les actualités filmées reproduites dans des films documentaires ainsi que des documents d'archives présentent un matériau très impressionnant. Voir par exemple les rassemblements indépendantistes filmés par Florent Marcie dans *Içkeri Kenti*, ou les documents filmés par Dan Alexe, documents inédits. On voit également dans le film de Nino Kirtadze, *Il était une fois la Tchétchénie*, des images de ces rassemblements. Voir également les photos, comme celles de grands rassemblements à Argun (DUDAËVA, 2002, p. 64).

« *Chaque jour, de plus en plus de manifestants affluaient en provenance des villages : il s'agissait surtout d'hommes jeunes, mais également d'hommes plus âgés coiffés de papakhas en peau de mouton et de personnes qui avaient survécu aux déportations. Le centre de Grozny fut bientôt occupé par une très large foule, présente en permanence, qui criait des slogans anti-communistes et dansait des zikr toute la journée, en sautant et en frappant dans les mains* » (de Waal & Gall, 1998, p. 93).

À travers ces différentes expressions, une imagerie nationale se (re) construit, de façon certes impressionniste mais dessinant, par petites touches et, en mobilisant des référents identitaires divers, une nouvelle narration collective.

2. LES ESPOIRS DE LA CONVERGENCE

Si les bouleversements politiques qui secouent l'année 1991 à Moscou constituent une trame intéressante au miroir de laquelle on peut examiner ce qui se passe à Grozny, on ne peut pas pour autant faire des événements politiques au niveau fédéral la variable explicative unique des évolutions tchéchènes, tant la fluidité du comportement des acteurs, le caractère irrationnel de certaines décisions, et les logiques imbriquées et parfois contradictoires qui inspirent un même individu brouillent l'examen des causalités.

2.1. UN POUVOIR RUSSE QUI SUSCITE DES ATTENTES

Même si le constat semble *a posteriori* paradoxal, le pouvoir russe de B. Eltsine dispose au début de l'année 1991 en Tchétchénie d'une popularité notable, en raison notamment des attentes qu'il suscite. Les calendriers politiques russe et tchéchène ont chacun leur rythme propre, les fonctions et statuts des figures politiques de premier plan évoluant au fil de l'année. Jusqu'en juin 1991, B. Eltsine est président du Soviet suprême de Russie, tandis que son homologue en Tchétchénie est D. Zavgaev depuis 1990. Après juin 1991, l'élection de Boris Eltsine à la présidence de la Russie au suffrage universel direct donne à ce dernier une autre stature et le combat qu'il mène contre le pouvoir soviétique s'accélère. C'est dans ce contexte que s'inscrit non seulement son absence de soutien à Zavgaev, mais aussi la licence qu'il accorde à Doudaev et qui, du coup, vaut soutien.

Durant les premiers mois de l'année 1991, comme en témoignent des habitants de Tchétchénie de l'époque, B. Eltsine est populaire :

« Eltsine au début de sa carrière était très populaire en Tchétchénie. (...) Je me souviens d'une inscription sur un mur de l'Institut à Grozny : « BORIS, TU AS RAISON »²¹.

Ce que confirme Zamboulat Idiev :

« Jusqu'à l'automne 1991, Eltsine jouissait d'une très grande autorité auprès des Tchétchènes. Il y avait plusieurs raisons à cela. Le fait qu'il ait choisi comme adjoint Rouslan Khasboulatov avait joué, mais le plus important, c'étaient ses mots sur la souveraineté, lorsqu'il avait proposé de prendre autant de souveraineté que possible. C'est pour cela qu'on l'avait soutenu lors des élections de juin 1991, puis pendant le putsch d'août. D'après ce que je sais, il y avait des Tchétchènes parmi les défenseurs de la Maison blanche²². Le fait que Dokou Zavgaev ait soutenu le putsch avait été perçu de façon très négative par les Tchétchènes dans la République. C'est la critique principale qui lui a été adressée à cette époque là. »²³

B. Eltsine effectue un voyage en Tchétchéno-Ingouchie en mars 1991. Si l'accueil qui lui est réservé est positif, les réactions d'une partie de la population à Grozny lui font également prendre conscience de la vigueur des revendications tchétchènes : l'entretien qu'il a avec Dokou Zavgaev se mène sur fond de manifestations appelant à la démission de ce dernier et, à sa sortie, les manifestants tentent de bloquer son véhicule jusqu'à ce que Galina Starovoïtova, députée fédérale faisant partie du déplacement, prenne les pétitions qu'ils lui tendent (Gall & de Waal, 1998, p. 91). Au mois de juin, cependant, en Tchétchéno-Ingouchie, les résultats officiels²⁴ aux élections présidentielles russes sont saisissants : B. Eltsine y recueille 80 % des voix, ce qui est un des meilleurs résultats en Russie.

2.2. L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES

À L'OCCASION DU PUTSCH

Au mois d'août 1991, les trois jours du putsch qui font basculer le destin de l'Union ont des répercussions politiques directes en Tchétchénie. D'un côté, le pouvoir tchétchène en place hésite. La conjoncture critique

21. Eliza Musaeva, correspondance électronique, avril 2011

22. La Maison blanche, bâtiment situé à Moscou au bord de la Moskova sur le côté Ouest du périphérique, était en 1991 le bâtiment du Soviet suprême et c'est là que s'est organisé un des cœurs de la résistance au putsch. C'est là que B. Eltsine en particulier a construit la symbolique de sa résistance au putsch : on se souvient d'une image devenue célèbre où il brandit une rose, juché sur un char (observation de terrain, 21 août 1991, Moscou). Plusieurs sources font état de la présence de Basaev à la Maison blanche pendant le putsch. Voir ci-après.

23. Zamboulat Idiev, correspondance électronique, avril 2011

24. Ces chiffres sont à prendre avec un recul critique. Néanmoins, la mobilisation et les attentes sont fortes.

du putsch a placé Dokou Zavgaev dans une situation d'embarras, voire de désarroi : comme d'autres, il a probablement conscience que son choix – maintenir sa loyauté ou opérer un changement de patronage – peut avoir des conséquences décisives sur sa carrière. La période est à risque, une grande incertitude planant sur l'issue des événements à Moscou. La dimension de poker, pour reprendre l'expression de Jean Gueit au sujet du putsch qu'il détrit comme « 61 heures de poker et d'improvisation » (Gueit, 1993, p. 94) n'est pas l'apanage des seuls putschistes. De fait, Zavgaev, en jouant l'attentisme²⁵, précipite la fin de sa carrière, tandis que les hésitations du pouvoir tchéchène n'échappent pas à la population.

« Au début c'était le silence. Parce que Zavgaev était dans une position d'attentisme, il ne savait pas qui suivre, qui soutenir. Puis, sur la place Lénine à Grozny, une manifestation a commencé pour soutenir l'équipe d'Eltsine. Parce que Zavgaev ne se décidait pas »²⁶.

Les personnes que nous avons interrogées se souviennent qu'en Tchétchénie l'incertitude et la perplexité le cèdent parfois à l'angoisse, face aux rumeurs grandissantes.

« Le jour du putsch, j'étais en route pour Atchkhoï-Martan, je me rendais au travail, et j'ai vu des militaires sur la route Rostov-Bakou. Je ne savais pas ce qui se passait à Moscou ; j'ai compris rétrospectivement pourquoi ces militaires étaient là. Au bout de quelques heures, on a entendu dire ici et là que les Tchétchènes devaient s'inquiéter, que ce qui avait commencé en Russie allait avoir des répercussions sur les marges. Des rumeurs de déportation ont même commencé à se diffuser. L'angoisse montait »²⁷.

Du côté des nationalistes, domine la conviction selon laquelle de l'issue du putsch dépendra, entre autres, le sort politique de la Tchétchénie : une victoire des putschistes n'augurerait rien de bon eu égard aux aspirations nationales. « Je savais que si le GKČP²⁸ gagnait, on devrait faire une croix sur l'indépendance de la Tchétchénie » déclare ainsi Chamil Bassaev *a posteriori* en 1996²⁹. D'un côté, la présence de Tchétchènes – dont Bassaev, selon plusieurs sources – dans la résistance au putsch semble avérée. Parallèlement, Khasboulatov, Président du Soviet suprême de RSFSR, soutient Eltsine dans son opposition au GKČP et signe avec lui une lettre appelant les citoyens de Russie à résister. Il condamne vigoureusement le

25. Zavgaev se trouve à Moscou au moment du putsch et reste coi, tandis que les indépendantistes organisent localement des manifestations pour condamner la « junte ».

26. Tamara Čagaeva, correspondance électronique, avril 2011.

27. Usam Baisaev, correspondance électronique, avril 2011.

28. Comité d'État aux situations extraordinaires à l'initiative du putsch, dirigé notamment par le vice-président de l'Union soviétique, le ministre de la Défense, le ministre de l'intérieur, le chef du KGB.

29. Interview de Šamil Basaev, *Moskovskaja Pravda*, 27 janvier 1996.

comportement attentiste de Zavgaev. La population rejoint progressivement les positions nationalistes et manifeste dans la rue. Alors qu'on ne comptait à Grozny qu'un petit nombre de manifestants le 19 août (premier jour du putsch), le 21, la foule est très fournie. « Un volcan a été réveillé et la « révolution tchéchtène » a commencé », écrivent Gall et de Waal pour décrire cette journée (Gall & de Waal, 1998, p. 93). Dès lors, la pression va montant. Tandis que le 21 août marque l'échec des putschistes à Moscou, les rassemblements se poursuivent et s'intensifient en Tchétchénie ; l'appel à la démission de Zavgaev qui, rentré à Grozny le 21, a tardé à condamner le putsch, redouble. Les hommes de Doudaev prennent la télévision, la radio, puis le bâtiment du Conseil des Ministres, en haut duquel ils ont hissé un drapeau vert. Lorsque D. Doudaev a pour la première fois accès à un temps d'antenne à la télévision, il annonce un « mouvement uni des forces démocratiques » et établit comme « première nécessité celle de dissoudre le Soviet Suprême et d'adopter une Constitution ». De jour en jour, la foule grandit, les slogans deviennent de plus en plus incisifs, déterminés. À Grozny, l'écho du putsch et de sa résolution est amplifié, accélérant la polarisation des positionnements et le cours de l'histoire : tandis que l'*obkom* du Parti de la République, le Soviet suprême et le gouvernement de la République prennent position pour le GKČP, D. Doudaev félicite Eltsine pour son initiative. L'OKČN dans son ensemble prend position contre le GKČP, demande la démission du gouvernement communiste local et renouvelle ses appels à la sécession, afin que la Tchétchénie sorte non seulement de l'URSS mais aussi de la RSFSR.

2.3. LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN TCHÉTCHÉNIE

La victoire de B. Eltsine sur les putschistes, au-delà du tournant qu'elle constitue à Moscou, amplifie les tendances à l'œuvre en Tchétchénie. Pour assurer sa « révolution », Doudaev consulte des Tchétchènes de Moscou comme R. Khasboulatov et A. Aslakhonov – à l'époque membre du Présidium du Soviet Suprême de Russie –, tous deux proches de Boris Eltsine, qui lui conseillent de « se débarrasser » de D. Zavgaev. Le 1er septembre 1991, l'OKČN décide de destituer le Soviet suprême, au motif que ce dernier a perdu la confiance du peuple en soutenant le GKČP. Le 4, le bâtiment où a lieu la session du Soviet suprême est pris d'assaut par les manifestants et les gardes de l'OKČN. Le 5, l'OKČN édicte une résolution déclarant que les lois et arrêtés adoptés par le Soviet suprême de Tchétchéno-Ingouchie ne sont plus en vigueur. Le 6 septembre est un jour crucial qui restera dans les annales et deviendra jour de l'indépendance tchéchtène, célébré en grande pompe sous Doudaev et Maskhadov : la garde nationale, dirigée par Gantamirov, prend d'assaut le bâtiment du Soviet suprême alors que s'y déroule une session, toujours sous la présidence Zavgaev. Sous la pression des hommes en armes, ce dernier démis-

sionne publiquement. Ce même jour, Doudaev proclame l'indépendance de la Tchétchénie. Le pouvoir communiste est renversé.

À l'échelle individuelle, certaines trajectoires sont chahutées par le vent de l'histoire. Israpil Chovkhalov, journaliste à la Radio-télévision d'État de Tchétchéno-Ingouchie en 1991, raconte :

« Le jour où Zavgaev a démissionné, je m'en souviens très bien : c'est le jour où je devais recevoir ma carte du Parti, justement ! J'allais devenir membre, ce qui allait me permettre de progresser plus rapidement dans ma carrière. En tout cas c'est comme cela que je voyais les choses ! J'étais bien habillé, j'avais mis une chemise blanche, j'avais rendez-vous à 13h pour la remise de ma carte, mais dès le matin j'ai compris que le destin en avait décidé autrement. J'ai vu Zavgaev sortir du bâtiment du Soviet suprême, le pas lent, le regard baissé. Le pouvoir communiste était dissous. C'était la fin d'une époque. Ma carte du Parti a probablement été déchirée, j'étais à contre-courant de l'histoire ! »³⁰.

A posteriori, les Tchétchènes que nous avons interrogés se souviennent du putsch comme d'un tournant dans les relations entre la Russie et la Tchétchénie :

« Pour moi, l'année 1991 n'est pas univoque. Il y a eu une sorte d'enthousiasme "perestroïka" dont le pic a été atteint avec la victoire sur le putsch. Puis, tout est allé de mal en pis »³¹.

3. CONFRONTATION POLITIQUE ET DISSÉMINATION DE LA VIOLENCE

En Tchétchénie, dans le sillage du putsch, la fin de l'année 1991 se singularise par le passage d'une violence contrôlée par l'État à une violence disséminée dans certains segments de la société. Cette libération de la violence implique un questionnement particulier. Dans le cas tchétchène, on voit se conjuguer des éléments génériques de la période et des particularités locales : accessibilité désordonnée aux dépôts ou à l'approvisionnement en armes, montée de la criminalité due aux bouleversements économiques et aux privatisations non encadrées juridiquement, libération de prisonniers de plusieurs structures pénitentiaires de Tchétchénie, sentiment d'omnipotence de certains. Face à cela, les quelques tentatives de conciliation ou de régulation, au niveau intra-tchétchène ou russo-tchétchène, se soldent par des échecs.

30. Israpil Šovkhalov, entretien, 24 avril 2011, Bruxelles.

31. Eliza Musaeva, correspondance électronique, avril 2011.

3.1. DES TENTATIVES DE CONCILIATION À LA CONFRONTATION POLITIQUE

Au niveau russo-tchéchène, les contradictions des autorités russes les empêchent d'avoir une politique articulée et donnent lieu à des louvoisements. Des délégations moscovites se succèdent à Grozny mais ne convainquent en rien Doudaev de renoncer à l'indépendance. Le 11 septembre, Guennadi Bourboulis, secrétaire d'État et conseiller du président Eltsine, ainsi que Mikhaïl Poltoranine, ministre fédéral de l'Information, rencontrent Doudaev à Grozny. Lors de son séjour à Grozny en septembre, Khasboulatov a pour mission de prendre acte de l'auto-dissolution du Soviet suprême, sans pour autant en faire de publicité à outrance pour limiter toute tentation de mimétisme dans d'autres républiques autonomes. Le 15 septembre, il préside la toute dernière session du soviet suprême et officialise la formation d'un Conseil suprême provisoire présidé par Khoussain Akhmadov, qui a pour mission de préparer les élections. Un des premiers arrêtés de ce Conseil met un terme à l'action du KGB dans la République³². Mais ce Conseil provisoire n'est aucunement reconnu par Doudaev. La visite à Grozny d' A. Routskoï, vice-président de Russie et général de l'Armée de l'air et ancien d'Afghanistan, joue probablement (Suleimanov, 2007, p. 87) sur l'adoption par le Soviet suprême de RSFSR, lors son retour à Moscou le 8 octobre, d'une résolution « sur la situation politique en République de Tchétchéno-Ingouchie » qui considère le Conseil suprême provisoire comme seul organe légitime en Tchétchénie (Eremenko & Novikov, 1997, p. 19). Khasboulatov soutient cette résolution, rompant avec ses interventions publiques antérieures, dans lesquelles il avait clairement pris position contre Zavgaev et joué sur l'aspiration d'une large part de la population tchéchène. Il est également favorable à l'ultimatum lancé aux « formations armées illégales tchéchènes », sommées de rendre leurs armes avant le 10 octobre à minuit. La volte-face du pouvoir à Moscou incarné par B. Eltsine est donc bien davantage à situer entre le putsch et les élections qu'après les élections du 27 octobre, même si la confrontation politique ouverte survient plus tard.

Ni la proposition faite à Doudaev le 17 septembre de devenir chef d'état-major des forces aériennes soviétiques, ni l'ultimatum ne le font renoncer, et les élections présidentielles, auxquelles sont candidats cinq personnes, se déroulent le 27 octobre, dans une très grande tension. Controversées, boycottées par la population ingouche et une grande partie de la popula-

32. Le contenu de l'arrêté est éloquent : « Du fait que l'activité des organes du KGB pendant toute la période soviétique n'a pas servi les intérêts du peuple, et que la direction du KGB de Tchétchéno-Ingouchie a soutenu le coup d'État mis en œuvre par le GKČP ; partant également du fait que la République de Tchétchénie n'a pas besoin du KGB, [il faut] cesser l'activité du KGB de la République de Tchétchéno-Ingouchie et de toutes ses structures sur le territoire de République de Tchétchénie » (EREMENKO & NOVIKOV, 1997, p. 18).

tion russe et cosaque³³, elles entérinent néanmoins, avec un score revendiqué de 90 % pour Doudaev, son accession au pouvoir. Elles précipitent la partition tchéchéno-ingouche, les élites et la population ingouches se désolidarisant du destin tchéchéne. Tandis que les partisans de Doudaev s'appuient sur la présence d'observateurs baltes et sur la reconnaissance du scrutin par le Président géorgien Gamsakhourdia pour le légitimer, le Soviet suprême de Russie le déclare illégal, position consignée dans son arrêté du 2 novembre.

L'introduction de l'état d'exception, édictée par décret présidentiel russe le 8 novembre, est l'étape suivante de la réplique de Moscou ; une administration provisoire est nommée avec à sa tête A. Arsanov, représentant du président de RSFSR ; le général Ibraguimov, ministre de l'intérieur de la République, est nommé chef adjoint de cette administration provisoire. Toute manifestation est interdite, ordre est donné de confisquer toutes les armes ; un couvre-feu est instauré, ainsi qu'une série d'autres mesures typiques de l'état d'exception. Surtout, le 9 novembre, jour d'entrée en vigueur de l'état d'exception, huit avions militaires transportant 600 hommes de troupes d'élites spéciales (*specnaz*) du Ministère de l'Intérieur sont dépêchés à Khankala, l'aérodrome militaire de Grozny. Ils sont fermement tenus en respect par des combattants qui ont afflué et entourent les soldats russes en criant « La liberté ou la mort ! » (Suleimanov, 2007, p. 88). Tandis que les *specnaz* sont contraints de repartir, c'est dans une liesse euphorique et devant 200 000 personnes dont des dizaines de gardes en armes, que Doudaev prête serment, inaugurant sa présidence.

3.2. LA RENÉGOCIATION DES MODES D'ACCÈS À LA VIOLENCE ET LA POSSIBILITÉ D'UNE GUERRE

En 1991, l'évolution des conditions d'accès à la violence et aux moyens de l'exercer conduit à l'élaboration de nouvelles stratégies individuelles ou en petits groupes pour s'équiper et s'entraîner. Ce qu'illustre le témoignage de Chamil Bassaev en 1996 :

« J'ai commencé à étudier [la stratégie militaire] car j'avais un objectif. Nous étions trente gars, et comprenions que la Russie ne laisserait pas partir la Tchétchénie juste comme ça, que la liberté c'était une chose précieuse et qu'il fallait la payer de son sang. C'est pourquoi nous nous préparions avec application. »³⁴

33. D'après certaines sources, les élections ont lieu dans 70 bureaux de vote seulement sur les 360 existant dans la République de Tchétchéno-Ingouchie. Le Soviet suprême de Russie les déclare illégales car les trois districts ingouches, les deux districts cosaques et le district de Nadterečny (fief de D. Zavgaev) n'ont pas organisé le scrutin. Les chiffres sur la participation là où a lieu le scrutin varient d'une source à l'autre, allant de 10 % à 70 % environ.

34. Interview de Šamil Basaev, *Nezavisimaja Gazeta*, 12 mars 1996.

Bassaev se forme au combat militaire à partir de 1991, selon plusieurs sources³⁵. En juin-juillet 1991, il crée le groupe armé «Vedeno» (du nom de son village de montagne), chargé de garder les bâtiments qui abritent les congrès de la Confédération des peuples du Caucase et de l'OKČN, et lit des manuels russes de stratégie militaire. Après la victoire de D. Doudaev, il forme un groupe de renseignement et de diversion basé à Grozny, dont le but est de défendre la «liberté et les intérêts» de la République et de son président. Une note de situation établie par le général Sokolov donne quelques éléments d'information sur les forces dont disposent Doudaev et ses hommes. S'il est difficile d'en vérifier la véracité absolue, on peut néanmoins faire le constat d'un rapport de force largement en faveur de la «garde nationale» de Doudaev par rapport au «comité de lutte nationale» que tente de constituer le Conseil suprême provisoire, dépourvu de matériel militaire. Ainsi, au 1^{er} novembre 1991, Sokolov compte 62 000 hommes dans la garde nationale soutenant Doudaev, et plus de 90 000 hommes en y intégrant les «régiments populaires» (Eremenko & Novikov, 1997, p. 27). Un noyau de 2 000 hommes, organisé selon une structure d'armée hiérarchisée, est composé d'anciens officiers et de soldats ayant fait leur service militaire. Les armes à disposition sont des armes à feu de tous types, y compris de facture étrangère – à ce sujet, Sokolov mentionne des canaux d'achats à l'étranger ainsi que des armes provenant de districts «où la situation est compliquée» comme la Géorgie par exemple. En outre, la note rappelle que Doudaev a interdit à tout «citoyen de la République de Tchétchénie» qui devait répondre à la conscription d'automne, de faire son service à l'extérieur de la République ; elle mentionne aussi plusieurs cas d'attaques menées par des combattants de Doudaev contre des convois militaires soviétiques circulant dans la région et met en garde contre le risque que des combattants de l'OKČN s'emparent d'une partie du matériel du Ministère de la défense de l'URSS (*Ibid.*, pp. 24-28).

Les effectifs, la portée idéologique que représente le projet d'indépendance, l'euphorie provoquée par l'épisode de l'aérodrome, vécu comme une première victoire militaire des combattants, l'appel de la Confédération des peuples du Caucase à la mobilisation générale pour défendre les Tchétchènes en cas d'intervention armée russe, placent l'hypothèse d'une guerre dans l'horizon du pensable de nombreux acteurs. Après l'instauration puis le retrait de l'état d'exception, la dynamique de construction étatique tchétchène se poursuit. Le 9 décembre, un décret présidentiel tchétchène ordonne la centralisation des formations armées présentes sur le territoire de la République et leur soumission au président. Il crée un état-major visant à «gérer les unités tant de l'armée régulière que les détachements populaires», pour que «les forces armées de la République de

35. Il sera à la tête du bataillon Abkhazia aux côtés des séparatistes abkhazes en 1992, envoyé avec le soutien de la Confédération des peuples du Caucase.

Tchéchénie soient le plus opérationnelles possible ». Le 16 décembre est édicté le décret présidentiel « sur le droit des citoyens de République de Tchétchénie d'acquérir et d'avoir chez soi une arme à feu personnelle, et sur la limitation du droit au port d'arme » (Eremenko, 1997, p. 36), dans lequel les traditions historiques vainakhes sont invoquées, ainsi que « le mérite de ceux qui ont défendu la révolution les armes à la main ».

Face à ces évolutions, plusieurs personnes mentionnent rétrospectivement une marche quasi inéluctable vers l'affrontement :

« La guerre était déjà « écrite », quand l'Armée a quitté la Tchétchénie en laissant des montagnes d'armes. Quand un peuple a entre ses mains autant d'armes, rien de bon ne peut se produire. La société était morcelée en plusieurs groupes. Il y avait des gens qui ne reconnaissaient pas Doudaev, et les partisans de Doudaev ne reconnaissaient personne d'autre que lui. Il y avait des gens qui rêvaient du retour de Zavgaev. En un mot, il n'y avait pas d'unité dans la société. Et Moscou a su en jouer. »³⁶

Dans la population, le sentiment d'une diffusion de la violence, échappant à tout contrôle, est tangible :

« Dans les rues, on a vu apparaître des gens portant des armes, ce qui, au début, était très étrange. Le niveau de criminalité a augmenté d'un coup. On disait que c'était dû au fait que de nombreux spécialistes en affaires pénales, des juges d'instruction avaient quitté la république. »³⁷

CONCLUSION

Emblématique des évolutions qui secouent l'Union soviétique au fil de l'année 1991, et constituant néanmoins une exception par la radicalité des revendications et les guerres qui vont suivre, la Tchétchénie offre un observatoire très particulier de l'année 1991. Les mémoires sont dominées par la perception d'une année où tout bascule, en particulier après le putsch d'août à Moscou ; celui-ci « autorise », d'une certaine façon, la revendication indépendantiste à s'emparer de la rue à Grozny, et une large partie de la population à s'en faire le porte parole. En amont, les élites se différencient et le jeu politique se polarise entre, d'une part, un premier secrétaire du Parti communiste local, Zavgaev, resté fidèle au pouvoir soviétique et, d'autre part, un noyau dur d'indépendantistes portés par un mélange d'euphorie et de licence redoublées après le putsch. En aval, surgit la mémoire rétrospective d'inquiétudes sur la fin de l'ordre ancien. Aux souvenirs du départ des populations russes, des erreurs commises de part et d'autre – les

36. Tamara Čagaeva, correspondance électronique, avril 2011.

37. Eliza Musaeva, correspondance électronique, avril 2011.

critiques sur le rythme trop enlevé et la fougue des dirigeants indépendantistes sont nombreuses –, se mêlent ceux de l’irruption et de la pénétration de la violence et de l’insécurité dans le quotidien.

Vingt ans après ces événements, se concentrer sur l’année 1991 implique pour de nombreux Tchétchènes un effort important.

« Répondre à des questions sur 1991 m’oblige à « tendre » ma mémoire, car les événements tragiques des années qui ont suivi ont relégué cette époque à l’arrière-plan. 1991 fut une année inquiétante, mais personne ne pouvait penser que les années qui allaient suivre seraient aussi tragiques »³⁸.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABUBAKAROV Taïmaz (1998), *Režim Džokhara Dudaeva : pravda i vymysel. Zapiski dudaevskogo ministra èkonomiki i finansov*, (Le régime de Djokhar Dudaev : vérité et inventions. Notes du ministre de l’économie et des finances de D. Dudaev), Moskva : INSAN.
- AKHMADOV Ilyas & LANSKOY Miriam (2010), *The Chechen Struggle, Independence won and lost*, New York: Palgrave Mcmillan.
- ASUEV Šerip (2009), *Kak eto bylo* (Comment ça s’est passé), http://chechen-media.at.ua/load/fajly_biblioteki/publicistika/sherip_asuev_kak_ehto_bylo/32-1-0-57
- BEISSINGER Mark (2009), «Nationalism and the Collapse of Soviet Communism», *Journal of Contemporary European History*, Vol.18, n°3, pp. 331-347.
- BEISSINGER Mark (2002), *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge: Cambridge University Press.
- BEISSINGER Mark & YOUNG Crawford (ed.) (2002), *Beyond state crisis? Postcolonial Africa and post-Soviet Eurasia in comparative perspective*, Washington D.C.; Baltimore: Woodrow Wilson Center Press.
- BENNIGSEN BROXUP Marie (1995), « Tchétchénie : une guerre coloniale », *Politique internationale*, n° 67, printemps, pp. 107-120.
- CAMPANA Aurélie, DUFAUD Grégory & TOURNON Sophie (dir.) (2009), *Les Déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd’hui*, Rennes : PUR.

38. O. T., correspondance électronique, juillet 2011.

- CHAMOISEAU Patrick (1997), *Écrire en pays dominé*, Paris : Gallimard.
- CHEKASOV Alexandr (2004), "Book of Numbers — Book of the Lost", publié par le Groupe Helsinki de Moscou ; <http://www.mhg.ru/english/34F9F34>
- COMITÉ TCHÉTCHÉNIÉ (2005), *Tchéchénie, Dix clés pour comprendre*, Paris : La Découverte, 3^e éd.
- CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, TINGUY Anne (de) (1993), « Les années Gorbatchev, l'URSS de 1985 à 1991 », *Notes et Études Documentaires*, N°4971.
- DAUCÉ Françoise (2003), « La religion dans les mouvements identitaires post-soviétiques. L'exemple du Tatarstan », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, n°4, pp. 59-76.
- DENISOVA G.S. & ULANOV V.P. (2003), *Russkie na Severnom Kavkaze : analiz transformacii sociokul'turnogo statusa* (Les Russes au Caucase du Nord : analyse de la transformation de leur statut socioculturel), Rostov sur le Don.
- DUDAËVA Alla (2002), *Million pervyj* (Le million et unième), Abilov, Zejnalov i synov'ja : Bakou [édition française : Doudaeva (2005), *Le loup tchéchéne, ma vie avec Djokhar Doudaev*, Paris : M. Sell.]
- DUDAËV Džokhar (1993), *K voprosu o gosudarstvenno-političeskom ustrojstve Čečenskoj Respubliki* (La structure politique de la République tchéchéne), Grozny, 16 p.
- DUNLOP John B. (1998), *Russia confronts Chechnya, Roots of a Separatist Conflict*, Cambridge: Cambridge University Press.
- EREMENKO I. N. & NOVIKOV JU. D. (1997), *Rossija i Čečnja, 1990-1997. Dokumenty svidetel'svujut* (La Russie et la Tchétchénie, 1990-1997. Les documents témoignent), Vserossijskoe obščestvenno-političeskoe dviženie « Dukhovnoe nasledie » : Moskva.
- EVANGELISTA Matthew (2002), *The Chechen wars, Will Russia go the Way of the Soviet Union?*, Washington: Brookings Institution Press, , 244 p.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles & ROUSSELET Kathy (dir.) (2010), *La Russie contemporaine*, Paris : Fayard.
- FISH Steven (2005), *Democracy Derailed in Russia: The Failure of Open Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.
- FURMAN D. E. (ed.) (1999), *Čečnja i Rossija : obščestva i gosudarstva*, (Tchéchénie et Russie : sociétés et États), Moskva: Polinform-Talbur.
- GALL Carlotta & WAAL Thomas (de) (1998), *Chechnya, Calamity in the Caucasus*, New York; London : NY University Press, 416 p.
- GAMMER Moshe, (2006), *The Lone Wolf and the Bear: Three Centuries of Chechen Defiance of Russian Rule*, London: Hurst.
- GARROS Véronique (dir.) (1995), *Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ?*, Bruxelles : Éditions Complexe.

- GOLDENBERG Suzanne (1994), *Pride of Small Nations, The Caucasus and post-soviet Disorder*, London; Atlantic Highlands : Zed Books.
- GORDADZE Thorniké (2000), « Le who's who des commandants et des hommes politiques tchéchènes », *Formation des États et violence armée dans la région du Caucase*, dossier dirigé par Thorniké Gordadze, Kiosque du CERI ; <http://www.ceri-sciences-po.org/archive/nov00/gordadze1.pdf>.
- GOUJON Alexandra (2009), *Révolutions politiques et identitaires en Ukraine et en Biélorussie*, Paris : Belin.
- GUEIT Jean (1993), « 1991. Fin de l'URSS ! Fin de Gorbatchev ? », in Marie-Agnès Crosnier, Jean Gueit & Anne de Tinguy, *op.cit.*, pp. 89-99
- HALBWACHS Maurice (1997), *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel.
- IACHOURKAEV Soultan (2006), *Survivre en Tchétchénie*, Paris : Gallimard.
- JANDARBIEV Zelimkhan (1995), *Čečenija : bitva za svobodu, V preddverii nezavisimosti* (La Tchétchénie : bataille pour la liberté. Dans l'antichambre de l'indépendance), Grozny [des extraits sont disponibles sur http://zhaina.com/2007/12/04/page,4,chechenija__bitva_za_svobodu.html]
- KALIKA Arnaud (2004), *La Russie en guerre, Mythes et réalités tchéchènes*, Paris : Ellipses.
- KHASBULATOV Ruslan (1993), *The struggle for Russia, Power and Change in the Democratic Revolution*, préface de Richard Sakwa, London: Routledge.
- KHASBULATOV R. I. (1994), *Velikaja rossijskaja tragedija* (La grande tragédie russe), 2 tomes, Moskva : TOO SIMS.
- KHASBULATOV R. I. (1995), *Mne ne dali ostanovit' vojnu* (On ne m'a pas laissé arrêter la guerre), Moskva ; <http://sklib.ru/libpolitics/2613-chechnja.-mne-ne-dali-ostanovit-vojjnu.html>
- KHASBULATOV R. I. (2002-2003), *Kreml' i rossijsko-čečenskaja vojna* (Le Kremlin et la guerre russo-tchéchène), 5 tomes, Moskva : Graal.
- KNEZYS Stazys & SEDLICKAS Romanas (1999), *The War in Chechnya*, College station: Texas A&M University Press.
- LE HUÉROU Anne (1995), « Le coup d'État manqué du 19 août 1991 à Moscou : de la légitimité d'un homme à la résistance d'une société », in Jacques Sémelin (dir.), *Quand les dictatures se fissurent. Résistances civiles à l'Est et au Sud*, Paris : Desclée de Brouwer, pp. 195-214.
- LE HUÉROU Anne, MERLIN Aude, REGAMEY Amandine & SERRANO Silvia (2005), *Tchéchénie, une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris : Autrement.
- LIEVEN Anatol (1999), *Chechnya, Tombstone of Russian Power*, New Haven; London: Yale University Press.
- LITTELL Jonathan (2009), *Tchéchénie. An III*, Paris : Gallimard.
- LYSENKO V. (1995), *Ot Tatarstana do Čečni – stanovlenie novogo rossijskogo federalizma*, (Du Tatarstan à la Tchétchénie – la mise en place d'un nouveau fédéralisme en Russie), Moskva : Inst. Sovremennoj Politiki.

- MALAŠENKO A. & TRENIN D. (2002), *Vremja juga, Rossija v Čečne, Čečnja v Rossii* (Le temps du Sud, la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie), Moskva : Gendal'f.
- MARTIN Terry (2001), *Affirmative Action Empire, Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca (NY) : Cornell University Press.
- MERLIN A. & SERRANO S. (dir.) (2010), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles : Éditions universitaires de Bruxelles.
- NUHAEV H. A. (2001), *Vedeno ili Vašington ?* (Vedeno ou Washington ?), Moskva : Mekh Khel.
- PROCHAZKOVA Petra (2006), *La guerre russo-tchéchène. Paroles de femmes*, Paris : Le Serpent à plumes.
- RADVANYI Jean (1992), « Et si la Russie, à son tour, éclatait ? », *Hérodote*, n° 64, numéro spécial : « Cela s'appelait l'URSS, et après... », pp. 63-73.
- RADVANYI Jean (1998), « Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase », *Nouveaux mondes*, n° 8, numéro spécial coordonné par Frédérique Longuet-Marx : « Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux », pp. 1-7.
- RAVIOT Jean-Robert (1993), « Identité régionale et identité nationale : l'émancipation politique du Tatarstan de juin 1988 au 21 mars 1992 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, n° 1, pp. 101-130.
- RUSSELL John (2007), *Chechnya – Russia's 'War on Terror'*, London: Routledge.
- RUSSELL John (2008), “Ramzan Kadyrov: the indigenous key to success in Putin's Chechenization Strategy?”, *Nationalities Papers*, Vol.36, n°4, September, pp. 659-687.
- SAKWA Richard (ed.) (2005), *Chechnya, From Past to Future*, London: Anthem Press.
- SERRANO Silvia (2000), « La classe politique tchéchène : photo de groupe », « Le Nord-Caucase dans la crise », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1009, octobre, pp. 64-66.
- SERRANO Silvia (2007), *Géorgie, Sortie d'Empire*, Paris : Éditions du CNRS.
- SHEVTSOVA Lilia (1999), *Yeltsin's Russia: Myths and Reality*, Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace.
- SHEVTSOVA Lilia (2007), *Russia – Lost in Transition: The Yeltsin and Putin Legacies*, Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace.
- SHUKAN Ioulia (2006), *Crise et maintien au pouvoir : le personnel politique communiste en Ukraine et en Biélorussie (1989-1994)*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris.
- SHUKAN Ioulia (2009), « Trois communistes dans la tourmente de la perestroïka » in J. Heurtaux & C. Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, Paris : Éd. de l'Aube, pp. 228-249.
- SIGAURI I. M. (1997), *Očerki istorii i gosudarstvennogo ustrojstva Čečencev s drevnejših vremen* (Essais sur l'histoire et la mise en place d'une struc-

- ture étatique chez les Tchétchènes depuis les temps anciens), Moskva : Izd. « Russkaja žizn' ».
- SIGMAN Carole (2009), *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion et dissidence*, Paris : Karthala.
- SMITH Sebastian (2001), *Allah's Mountains, The Battle for Chechnya*, London; New York: I.B. Tauris.
- SOKIRIANSKAIA Ekaterina (2005), « Families and clans in Ingushetia and Chechnya. A fieldwork report », *Central Asian Survey*, Vol.24, n°4, pp. 453-467.
- SOKIRIANSKAIA Ekaterina (2009), *Governing Fragmented Societies: State-Building and Political Integration in Chechnya and Ingushetia (1991-2009)*, web.ceu.hu/polsci/dissertations/Ekaterina_Sokirianskaia.pdf
- SOSLAMBEOV Ju. (1996), *Čečnja-vzgljad iznutri* (Tchéchénie : regard de l'intérieur), Grozny.
- SOULEIMANOV Emin (2007), *An Endless War : The Russian-Chechen Conflict in Perspective*, Francfort/Main : Peter Lang.
- SUNY Ronald (1993), *The Revenge of the Past: Nationalism, Revolution, and the Collapse of the Soviet Union*, Stanford : Stanford University Press.
- TINGUY Anne (de) (dir.) (1998), *L'effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles : Bruylant.
- TIŠKOV Valeri A. (2001), *Obščestvo v vooruženom konflikte. Etnografija čečenskoj vojny* (Une société dans un conflit armé, ethnographie de la guerre tchéchéne), Moskva : Nauka.
- TIŠKOV Valeri A. (ed.), (1999), *Puti mira na Severnom Kavkaze* (Les voies de la paix au Caucase du Nord), Moskva : RAN.
- USMANOV Lëma (1997), *Nepokorennaja Čečnja* (La Tchétchénie insoumise), Moskva : Izd. Dom Parus.
- VACHAGAEV Mayrbek (2003), « Chechen society today, Myths and reality », *Central Asia and Caucasus*, Vol.20, n°2, pp. 14-21.
- VATCHAGAEV Maïrbek (2008), *L'aigle et le loup. La Tchétchénie dans la guerre du Caucase au XIX^e siècle*, Paris : Buchet-Chastel.

Entretiens oraux ou électroniques (sur la base d'un questionnaire)

Valit BASAEV, réfugié tchéchéne vivant en France.

Usam BAISAEV, défenseur des droits de l'Homme.

Israpil ŠOVKHALOV, rédacteur en chef du journal Doch.

Alla DUDAËVA, veuve de D. Doudaev.

Abdulla DUDUEV, journaliste, rédacteur du journal Doch.

Zambulat IDIEV, écrivain tchéchène, réfugié en Belgique.

Anzor MASKHADOV, fils d'Aslan Maskhadov.

C. A., réfugié en France.

Eliza MUSAEVA, psychologue, résidant en Autriche.

S. S., médecin vivant en Tchétchénie.

Tamara ČAGAEVA, écrivain résidant en Tchétchénie.

Timur T. résidant en Ingouchie.

O. I., habitant de Tchétchénie.

Mairbek VAČAGAEV, historien résidant à Paris.